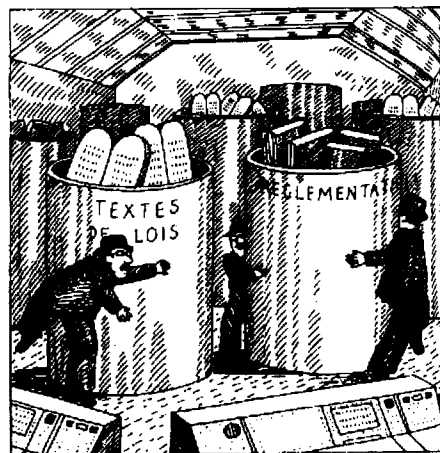


L'insoutenable transparence des fichiers de police

PAR J.P. DÉMO ET A. MALOT



Après la mise aux oubliettes des décrets sur les fichiers des RG, on revient à un état de non-droit. Les limites de la loi de 1978 sur la transparence des fichiers se trouvent posées, malgré les efforts de la CNIL et aussi à cause de son manque de rigueur et de moyens.

Une des mesures communes à toutes les législations de protection de la vie privée et des libertés individuelles, face aux dangers de l'informatique, est de contraindre les ficheurs à rendre publics leurs fichiers. Ainsi, la loi française du 6 janvier 1978 exige que tout traitement nominatif privé soit déclaré auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés et que tout traitement public soit précédé de la publication d'un acte réglementaire pris après un avis de cette même commission.

Cette transparence permet de connaître les principales caractéristiques des traitements mis en œuvre, le service responsable, la finalité, la nature des informations stockées et leur durée de conservation. Elle tend à responsabiliser le ficheur et met le fiché en mesure d'exercer son droit d'accès sur les données que l'on a emmagasinées sur lui. Elle dévoile au grand jour des pratiques jusqu'alors secrètes qui doivent désormais respecter les principes de la loi et pouvoir être justifiées.

Les limites de la loi

Il existe cependant une exception à cette règle de transparence qui concerne les fichiers de la raison d'état. L'article 20 de la loi précise que *"des décrets en Conseil d'état peuvent disposer que des actes réglementaires relatifs à certains traitements intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique ne seront pas publiés"*. Ainsi, le 7 mars 1986 a été publié au J.O. un décret

signalant que les actes réglementaires concernant la collecte d'informations sensibles (origine raciale, opinions politiques, philosophiques ou religieuses, appartenances syndicales) par la DST (Direction de la surveillance du territoire), la DGSE (Direction générale de la Sécurité extérieure) et la DPSD (Direction de la protection et de la sécurité de la défense) ne seront pas publiés. Ce décret fait aussi mention de la création d'un fichier de la DPSD sans indiquer les personnes concernées, les données mises en mémoire, les conditions de conservation et les destinataires de ces informations, les modalités d'accès.

Pour les fichiers des Renseignements généraux et du terrorisme, la CNIL a voulu éviter cette facilité et a exigé la publication des actes réglementaires les concernant avec toutes les précisions habituelles sur les personnes fichées, la nature des informations, leurs finalités etc... Cela a été une longue bataille de près de dix ans où la Commission a dû intervenir à cinq reprises : en 1981, en 1982, en 1983, en 1985 et enfin en 1988.

L'émotion suscitée par la publication au J.O. du 1er mars 1990 de deux décrets sur les fichiers des Renseignements généraux et du terrorisme est tout-à-fait étonnante dans la mesure où ces décrets ne font finalement que rendre publiques les caractéristiques de traitements qui existaient déjà. Cette publication constituait même le premier acte de transparence relatif à des fichiers de police et aurait pu être saluée comme

telle. Or, on le sait, la réprobation a été quasi unanime et le Gouvernement a été obligé d'annuler à la hâte des décrets jugés scélérats. Des médias parfaitement ignorants et très alarmistes ont largement contribué à cette situation. Quant aux commentaires des hommes politiques, ils sont souvent comiques comme par exemple celui de M. Pasqua estimant que *"le Gouvernement ouvrirait la porte à tous les abus et qu'il fallait remonter à Vichy pour trouver de tels antécédents"* ou celui de M. Queyranne, porte-parole du parti socialiste, se déclarant *"vivement inquiet"* !!

Qui fiche-t-on ?

Qu'y fiche-t-on ?

La vérité serait-elle toujours bonne à dire ? On le sait le fichier constitue l'outil de base du travail policier. C'est moins le problème de l'opportunité même d'un tel outil qui doit être posé, à moins de faire complètement l'impasse sur les questions de sécurité, que celui de son contrôle.

La loi du 6 janvier 1978, qui interdit la mise en mémoire de données sensibles comme la race, les opinions politiques ou syndicales, tient compte de cette particularité. Pour des motifs d'intérêt public, elle prévoit qu'il peut être fait exception à cette interdiction par décret en Conseil d'état pris après un avis conforme de la CNIL. La sécurité publique relevant de l'intérêt public, la Commission a donc été amenée à autoriser le stockage par les Renseignements généraux de données sensibles sur certains individus. La procédure de l'avis



conforme lui donne à cet égard, un véritable pouvoir de co-décision.

Aussi bien, l'examen des fichiers des Renseignements généraux et du terrorisme a donné lieu à de nombreuses retouches et modifications exigées par la CNIL. Ainsi, les critères d'inscription sur les fichiers ont dû être définis avec davantage de précision. Seules les personnes ayant apporté un soutien actif à la violence, ou les personnes entretenant des relations directes avec celles-ci, peuvent être fichées. Les informations sensibles ne peuvent être utilisées comme des clés d'entrée dans le fichier. Seules des personnes habilitées de manière personnelle, temporaire et révocables sont autorisées à avoir accès aux informations. Une mise à jour doit être faite des fichiers informatisés, mais aussi des fichiers manuels auxquels ils renvoient.

Les risques du non-droit

On peut estimer que dans son examen, la CNIL n'a pas été assez rigoureuse et a donné son aval à des pratiques choquantes et peut-être d'une utilité contestable. Par exemple, l'intérêt de ficher *"toute personne exerçant une influence sur les situations politiques, économiques ou sociales"* ne constitue en rien une évidence et ouvre la possibilité d'un fichage à large échelle pour des raisons dont la démocratie peut très bien se passer.

C'est tout l'intérêt du débat ouvert par la publication des décrets que de permettre cette appréciation et cette critique.

Le fait que les fichiers des Renseignements généraux ne soient pas en accès direct constitue une limite très sérieuse à leur transparence et explique aussi bien des inquiétudes. En effet, selon l'article 39 de la loi du 6 janvier 1978, l'accès à ces fichiers se fait de façon indirecte par l'intermédiaire d'un magistrat de la CNIL qui informe le requérant *"qu'il a été procédé aux vérifications"*. La personne concernée n'en saura pas plus.

Après l'échec de cette modeste tentative de contrôle des fichiers de police, on peut craindre qu'un état de non-droit ne s'installe indéfiniment.

On est présentement retourné à la situation antérieure de secret qui n'offre aucune garantie et permet toutes les dérives.

ON VOUS FICHE ET VOUS VOUS EN FICHEZ

Nous avons reçu d'un de nos lecteurs la contribution ci-dessous sur le recensement, les fichiers et la société dont nous publions les principaux extraits.

Bon, d'accord, il y a le terrorisme et la tante Ernestine de la publicité.

Bien sûr, il faut savoir combien il y aura besoin de bâtir d'écoles pour les enfants, d'hôpitaux pour les malades. Certes. C'est vrai aussi que les agents qui vont venir enquêter dans les foyers n'émargent pas tous nécessairement aux Renseignements Généraux.

Encore est-il utile de savoir que les préfectures, notamment, échangent des données à caractère nominatif avec des entreprises - les fichiers d'immatriculation par exemple avec des sociétés de crédit - et qu'à l'arrivée du fichier dans un centre informatique, le premier traitement consiste, pour éviter de le dégrader, à le dupliquer. Lorsque l'on sait enfin la valeur marchande de ce genre d'informations, structurées en profils individualisés exploitables, il est légitime de s'interroger sur les usages dérivatifs de collectes de données multiples, combinables et sensibles sur les individus, même quand elles sont réalisées officiellement ou qu'elles respectent éventuellement l'anonymat des sondés.

On commence à mieux connaître aujourd'hui la redoutable performance que l'ordinateur peut conférer à cette forme de fichage.

Un recensement tous les huit ans, c'est moins souvent que l'élection du président, mais sérieusement, ça sert à quoi de savoir que nous soyons cinquante-cinq ou cinquante-six millions à se compter, assis là en rond à se scruter les nombrils ?

Quatre-vingt-neuf c'était quand déjà ? Trois mois seulement ou plutôt quelques siècles déjà ? A force de les contempler béatement aux frontispices de nos monuments et dans les livres, comme immuables et faisant partie du paysage, ne sommes-nous pas en passe de perdre l'usage de ces libertés fondamentales qu'à l'envi nous déclarons à la face du reste de la planète ? Celle de penser librement, en dehors ou selon telle ou telle autre confession philosophique, religieuse, politique ou syndicale, dès lors que l'on commence à en décompter les adeptes, voir à les identifier sur des fiches, n'acceptons-nous pas qu'ainsi on l'aliène ? Quand on aime, on ne compte pas... Crise d'affection citoyen ?

La Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés tient un bien candide propos en prétextant qu'il vaut mieux un droit réglementé que la tenue et l'enrichissement frauduleux de ces fichiers. Même si elle trouve dans cette opération une médiatisation qui lui fait certainement défaut, les moyens lui manqueront pour l'hypothétique contrôle d'une telle réglementation. Il faut être réaliste : la proposition de réglementer, c'est la légalisation du fichage qui n'ose dire son nom. L'opportunité utilitaire d'un recensement, sous des attributs rassurants (personnel de mairie, campagne télévisée mettant en scène une innocente fillette), c'est le papier-cadeau pour la mise en fiche de la population et un nouveau coup de sabre dans les libertés individuelles.

Les hérauts du mythe sécuritaire sont précisément venus au secours des décrets pervers. Le discours anti-terroriste, qui tend à légitimer la mise en place de tels moyens, se révèle, à chaque invocation, l'occasion de recours à des méthodes, à des types d'organisation de type militaire. Pour l'exemple, les accords de Schengen montrent qu'à défaut d'une Europe monétaire, sociale ou juridique aboutie, le consensus transnational est réalisé sans trompettes autour de l'échanges d'informations sensibles entre les différents états. Le zèle anti-terroriste ouest-allemand des années soixante-dix fera sans nul doute école, les méthodes précédant bien entendu et de loin les principes.

Même qu'il se trouve quelque intérêt à un recensement des populations et que la dramatisation ne cultive qu'un obscurantisme vain, il convient de mesurer les enjeux réels, les dérapages faciles et les tentations d'une opération d'une telle envergure.

Il y a neuf ans, François Mitterrand déclarait "... S'il s'agit de mettre en œuvre des systèmes de contrôle ou de police individuels, des moyens de propagande camouflés, des outils de sélection terriblement efficaces, alors chacun peut comprendre que le risque sera grand, surtout en période de crise, de précipiter notre pays dans la voie d'un système totalitaire, d'autant plus dangereux qu'il ne sera pas toujours perçu comme tel..."

Un trou de mémoire, Monsieur le citoyen-président ?

Tristan Fréhel